



BULLETIN DE LA SÉCURITÉ AFRICAINE

UNE PUBLICATION DU CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

De la fragilité urbaine à la stabilité urbaine

PAR STEPHEN COMMINS

POINTS SAILLANTS :

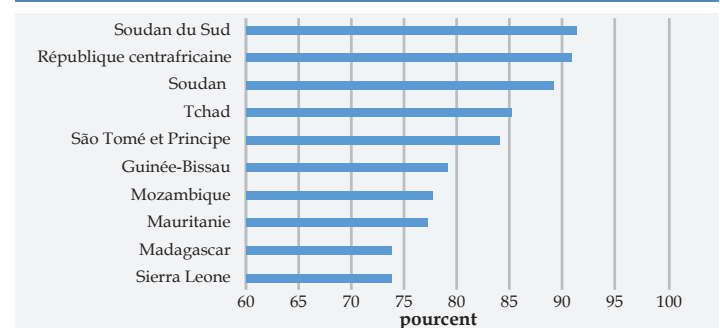
- Le nombre de citoyens vivant dans des bidonvilles en Afrique est en augmentation constante. Ceci est dû à l'accroissement d'une population de plus en plus jeune. Dans le même temps, les habitants des villes africaines figurent parmi ceux qui expriment la plus grande peur de la violence au monde.
- L'incapacité des institutions gouvernementales à résoudre, ou du moins à réduire, le nombre de conflits liés à la propriété foncière, les droits de propriété et les services destinés aux citoyens, doublée de réactions inexistantes ou excessives de la part des forces de sécurité dans les bidonvilles africains, contribue à une méfiance accrue envers les institutions judiciaires et de sécurité.
- Des stratégies intégrées du développement urbain – impliquant le gouvernement local, la police, les institutions judiciaires, le secteur privé et la jeunesse – sont nécessaires pour rétablir la confiance et à aménager des politiques renforçant les opportunités économiques, la cohésion sociale et la sécurité dans les villes d'Afrique.

En novembre 2016, le gouvernement de l'État de Lagos a entrepris la démolition violente du bidonville d'Otodo Gbame situé en plein centre de la ville. Les forces gouvernementales ont débarqué avec des massues et des bulldozers. Elles ont lancé des gaz lacrymogènes et ont ouvert le feu sur les manifestants. Des dizaines d'habitants ont été tués et 30 000 personnes se sont retrouvées sans abri. Beaucoup y ont perdu les quelques biens qu'ils possédaient. Les autorités gouvernementales de Lagos ont justifié les démolitions en qualifiant la communauté de « bombe à retardement, de danger pour l'environnement, et de repaire de brigands armés »¹.

De telles altercations entre les autorités gouvernementales et les citoyens sont de plus en plus fréquentes en Afrique. L'accroissement annuel des villes africaines est estimé à environ 22 millions de personnes, et est en passe de doubler dans les 25 années à venir. En l'absence d'autres possibilités, nombreux sont ceux qui émigrent vers les villes d'Afrique pour des

implantations non planifiées. À Nairobi par exemple, presque 70 pourcent de la population totale réside dans des zones non urbanisées et concentrées sur environ 5 pourcent de la région résidentielle de la ville². Et pourtant, le Kenya ne figure même pas parmi les 10 premiers pays africains avec le plus grand pourcentage d'habitants de bidonvilles (voir Figure 1).

FIGURE 1. PAYS AFRICAINS AVEC LE PLUS GRAND POURCENTAGE D'HABITANTS DE BIDONVILLES

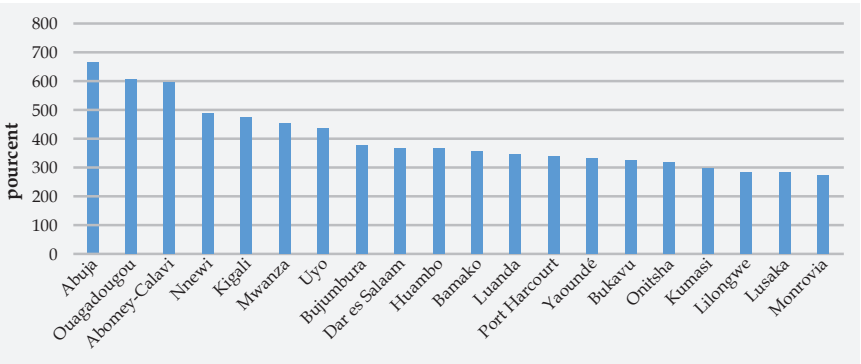


Source des données : UNDESA

L'expansion rapide des villes africaines est en train de transformer les problèmes auxquelles elles font face pour promouvoir l'emploi et assurer les services, ainsi qu'un minimum de sécurité. (voir Figure 2) Dans de nombreux pays africains, la violence est directement liée au manque de planification et de développement qui affecte certains quartiers de ces villes³. Ce schéma de fragilité urbaine peut mettre en danger l'équilibre politique national.

Il est révélateur que, lorsque ne sont prises en compte que les zones urbaines, les Africains expriment le plus haut niveau d'inquiétude pour leur sûreté, ceci parmi les populations de toutes les régions mondiales. Les niveaux d'inquiétude pour la sûreté sont nettement inférieurs dans les régions rurales⁴. Ceci met en évidence la face urbaine de la criminalité et de la violence en Afrique. Environ 40 pourcent des Africains vivant en zones urbaines expriment un sentiment d'insécurité lorsqu'ils se déplacent dans leur quartier⁵. De nombreux habitants des villes expriment leur vulnérabilité, due à l'absence du droit à la terre et à la propriété, au logement de fortune, et à une infrastructure aléatoire ou insuffisante à supporter le nombre croissant des communautés vivant dans des implantations non-planifiées.

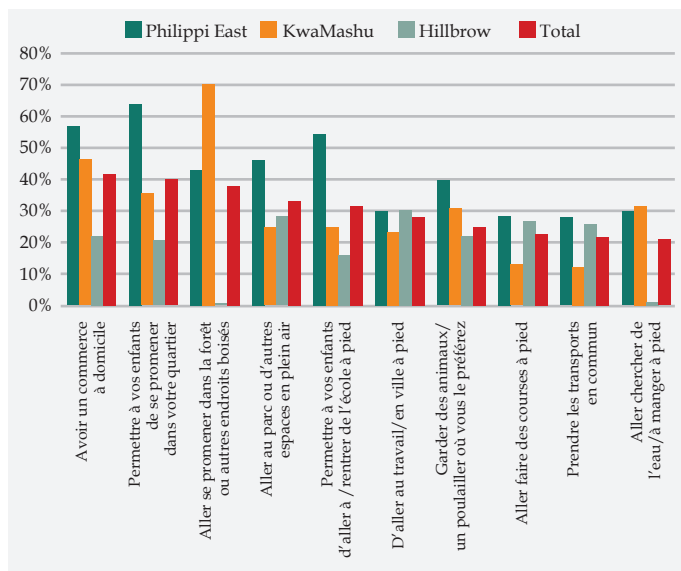
FIGURE 2. VILLES AFRICAINES AVEC LE PLUS GRAND TAUX DE CROISSANCE ENTRE 1995 ET 2025



Source des données : UN-Habitat

Ces inquiétudes ont des implications sociales et économiques directes. Des sondages réalisés auprès de 750 habitants de « points chauds » (ou zones de forte criminalité) des quartiers de Cape Town (Philippi East), Durban (KwaMashu) et Johannesburg (Hillbrow) en Afrique du Sud, révèlent que la peur d'être victime d'un crime empêche les habitants de participer à des activités, qu'il s'agisse de faire du commerce à partir de son domicile, de permettre à ses enfants d'aller et de revenir de l'école à pied, de se rendre dans des endroits publics ou des parcs, d'utiliser les transports publics, ou d'aller à pied chercher à manger et à boire (voir Figure 3)⁷.

FIGURE 3. LA PEUR DU CRIME EMPÊCHE LES CITOYENS SUD-AFRICAINS DE PARTICIPER À DES ACTIVITÉS



Source: South African Cities Network.⁶

De nouvelles formes de conflit et d'exclusion peuvent surgir dans des centres urbains où la population est importante et défavorisée. Par exemple, « une hostilité xénophobe envers d'autres groupes ethniques ou « d'étrangers », ... et des conflits socio-économiques concernant la propriété foncière et les services [peuvent] survenir »⁸. Cette forme de fragilité se manifeste par un sens amoindri d'identité commune, une fragmentation ethnique, un sens d'exclusion et l'absence de cohésion sociale. Une forme de « traumatisme culturel violent » caractérise la perte ou la désintégration de croyances et de valeurs culturelles, à mesure que de nouvelles tendances sociales émergent⁹. Chacun de ces facteurs comporte d'importants défis relatifs à la stabilité sociale.

Dr. Stephen Commins est le directeur associé du Global Public Affairs et conférencier sur l'urbanisme à la Luskin School of Public Affairs, à l'université de Californie à Los Angeles. Il a été conseiller sur de nombreuses initiatives de la Banque mondiale, des donateurs et des organisations non-gouvernementales (ONG) sur la fragilité urbaine.

La fragilité urbaine constitue une menace importante à la stabilité politique et au bien-être économique des pays africains¹⁰. Contrôler les processus d'urbanisation et transformer les villes en des centres politiques et économiques stables constitue une priorité sécuritaire urgente pour les gouvernements africains.

CONFIANCE, JUSTICE ET VIOLENCE

Au centre du rapport entre l'insécurité et la fragilité politique dans les villes, se situe le rôle d'une croissance non planifiée, d'une méfiance envers les institutions du secteur de la sécurité, de l'explosion démographique des jeunes (avec ses pressions sur les moyens de subsistance et les espaces publics), ainsi que de l'émergence d'espaces de non-droit (c'est-à-dire contrôlés de fait par des protagonistes non-étatiques, notamment des réseaux criminels). L'incapacité des institutions gouvernementales à modérer et à résoudre les conflits concernant la propriété foncière et à délivrer les services constitue l'un des facteurs essentiels de la violence urbaine. Ceci, à son tour, engendre la création de milices privées et l'imposition d'une justice de la rue où divers groupes cherchent à protéger ou à imposer leurs intérêts personnels¹¹. La méfiance est à son paroxysme lorsque les forces de sécurité utilisent des mesures oppressives, telles que la destruction totale des habitations, en réponse à l'instabilité urbaine. De telles actions affaiblissent davantage la capacité des institutions publiques à maintenir l'ordre.

Dans des sondages menés par Afrobaromètre, plus de la moitié des victimes de crimes n'ont pas appelé la police, parce que – entre autres raisons – elles craignaient qu'on leur demande un pot-de-vin ou qu'elles soient immédiatement rejetées¹². En outre, 54 pourcent des personnes interrogées ont déclaré qu'il était « difficile » ou « très difficile » d'obtenir l'aide d'un tribunal, et 30 pourcent d'entre elles ont reconnu avoir payé un pot-de-vin dans le but d'obtenir de l'aide¹³. De surcroît, 43 pourcent ont déclaré ne pas avoir du tout ou avoir très peu confiance aux tribunaux, tandis que 60 pourcent ont subi des délais très longs dans des affaires judiciaires¹⁴. Les pauvres se sont montrés les moins confiants dans le système judiciaire. Les jeunes étaient souvent exposés à de brutales mesures de répression, aggravées par un manque généralisé d'installations ou de procédures judiciaires spécifiques aux mineurs.

Une étude de la Banque mondiale sur la fragilité urbaine en Afrique s'est servi du Nigéria, du Soudan du Sud et de la République du Congo pour illustrer la façon dont les inégalités, la marginalisation et la désaffection, ainsi que les

inégalités en matière d'éducation – particulièrement chez les jeunes hommes – provoquent une augmentation du taux de criminalité et de violence¹⁵. Cette étude a constaté que :

Dans de nombreux états fragiles, « les systèmes servant l'ordre public, de la police aux systèmes judiciaire, pénal et autres formes d'application de la loi, sont dysfonctionnels et considérés comme illégitimes par les citoyens qu'ils sont sensés servir ». Par conséquent, « les disparités dans l'aptitude à assurer des services responsables de sécurité élémentaires est un facteur déterminant dans la formation de la violence urbaine »¹⁶.

Les systèmes judiciaires jouent un rôle primordial à assurer, d'une part la légitimité des processus de résolution des revendications qui, faute de quoi pourraient mener à des conflits; et d'autre part une force de dissuasion de la criminalité et de la violence. Dans les implantations non planifiées, une difficulté majeure pour les citoyens est le droit foncier et l'accès aux tribunaux pour résoudre les litiges qui s'ensuivent. De même, l'accès aux services gouvernementaux pour y enregistrer les entreprises, les naissances et les décès, et obtenir une carte d'identité, obligatoires pour obtenir accès à d'autres services – notamment les services de santé ou de scolarité – peuvent contribuer à un manque de dépendance et de confiance dans les institutions gouvernementales officielles.

Dans les bidonvilles de Nairobi, une évaluation des besoins juridiques menée par l'ONG Microjustice4All (la microjustice pour tous) a constaté un manque de cet ordre, particulièrement pour les femmes et les enfants. À la suite de quoi cette organisation a créé une « boîte à outils avec des informations sur les actes de naissance, les contrats de vie commune, les procédures d'héritage, l'enregistrement foncier et d'habitation, l'enregistrement d'entreprises gérées par des femmes, l'accès à la microfinance et aux prestations sociales »¹⁷. La réussite de ce programme a mené à son expansion dans six « pôles de distribution » situés dans d'autres bidonvilles de Nairobi. Sur une période de 18 mois, ce programme a effectué 5 322 consultations, traité 468 affaires, aidé de façon directe 3 921 personnes et organisé 25 manifestations qui ont touché 2 466 personnes¹⁸. Ce type d'effort offre aux familles un accès plus facile aux services disponibles et augmente leur confiance dans les institutions prévues pour servir ces communautés.

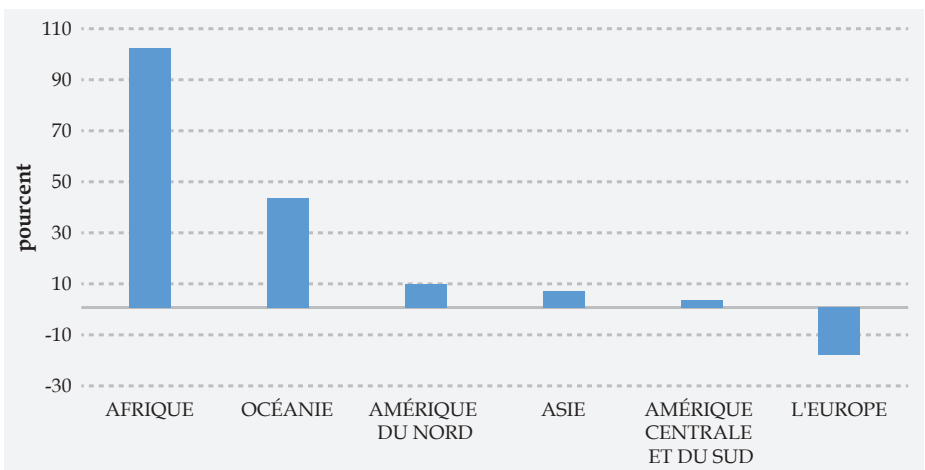
En règle générale, les gouvernements n'ont pas prêté suffisamment attention aux problèmes concernant la corruption, la justice pénale et le maintien de l'ordre dans les communautés. Néanmoins, la corruption compromet considérablement la confiance des citoyens dans les modalités politiques et les rend moins disposés à prendre part dans les systèmes formels de police et de justice. La corruption perçue dans les secteurs de sécurité et de justice a un effet particulièrement destructeur sur la confiance du public. Dans de tels contextes, une violente criminalité accompagnée de conflits est plus probable¹⁹. La corruption crée également des conditions propices à une justice de milice et peut encourager la formation de milices qui exécutent la « justice » de la rue.

VAGUE DE JEUNESSE

Entre 2000 à 2030, le nombre de jeunes (de 15 à 24 ans) devrait augmenter de 174 millions en Afrique. Ce taux dépasse de très loin ceux des autres régions. (Voir Figure 4) Les jeunes représentent non seulement environ 20 pourcent de la population, mais aussi 40 pourcent des travailleurs et 60 pourcent des chômeurs²⁰. La progression accélérée de l'urbanisation, doublée de l'âge relativement jeune des populations urbaines africaines, l'accès limité à la scolarisation, ainsi que la grande proportion de jeunes sans avenir professionnel, présentent un risque majeur pour la stabilité politique. Un problème central réside dans le fait que de nombreux gouvernements considèrent les jeunes comme une menace et non comme une opportunité.

Le besoin de trouver sa place et son identité attire les jeunes hommes vers les gangs, les réseaux de criminels, les groupes extrémistes et les groupes d'autodéfense. En effet, les jeunes trouvent une identité dans de tels groupes, en particulier lorsqu'ils sont confrontés aux inégalités économiques et au chômage. Au Kenya, des groupes armés communautaires prennent trois formes différentes : d'autodéfense, de milices et de gangs. Aucun de ces groupes n'est statique, et ils ont tous un certain degré de légitimité aux yeux de certains membres des collectivités au sein desquelles ils opèrent. C'est pourquoi, tandis que certains de ces groupes sont capables d'assurer à certains moments la sécurité d'une partie de la communauté — et

FIGURE 4. TAUX DE CROISSANCE DES 15-24 ANS ENTRE 2000 ET 2030



Source des données : UNDESA

à certains moments ils agissent comme les pourvoyeurs officiels de la sécurité puisque qu'il leur arrive de collecter des « impôts » chez des individus ou des entreprises en échange de leurs services — cette pratique peut facilement tourner à l'extorsion. Alors que certains groupes remettent légitimement des criminels présumés à la police, d'autres se livrent à des violations flagrantes des droits de l'homme lorsqu'ils estiment que la justice n'est pas assez rapide²¹.

INTÉGRATION

En Afrique, des efforts pour promouvoir la stabilité d'un paysage urbain en rapide évolution ont mis l'accent sur une approche intégrée et basée sur la réduction de l'insécurité et le développement du bien-être des citoyens. Les fondations de base de cette approche sont axées sur l'efficacité du maintien de l'ordre, sur un système judiciaire compétent et honnête, et sur l'intégration des jeunes dans le processus de planification, constituant ainsi un moyen fondamental pour établir la confiance dans les institutions publiques et d'en réduire la fragilité. C'est dans un tel cadre intégré que les citoyens seront protégés par des forces de sécurité qui respecteront leurs droits et que les citoyens auront accès à des mécanismes légitimes de résolution des conflits. Parallèlement, d'autres causes de la fragilité — le manque d'accès à l'éducation, aux services gouvernementaux de base, à l'eau potable et à un système sanitaire, à l'emploi — doivent être considérées comme faisant partie intégrante d'un effort global visant à la création de zones urbaines viables et stables.

TREICHVILLE À ABIDJAN : LEÇONS TIRÉES DES EFFORTS COMMUNAUTAIRES ET DE LA COHÉSION SOCIALE

À la fin des années 90, Treichville, l'une des municipalités d'Abidjan, a adopté une stratégie pour s'assurer que la communauté toute entière avait un rôle à jouer dans le maintien de la sûreté urbaine. Le maire de longue date, François Albert Amichia, encouragea une théorie de cohésion sociale et d'unité dans le développement. Mr. Amichia soutenait que pour poser les jalons du développement, il serait bénéfique que chacun se considère et considère ses voisins comme partie intégrante d'une sécurité mutuelle. En 1996, le conseil municipal créa une brigade de surveillance, la Treichville Sécurité Vigilance. Ses membres, recrutés au sein de zones de violence, rendaient ainsi les membres de la communauté responsables de leur propre sûreté. La brigade embaucha des jeunes, et le nombre de délits mineurs diminua.

En 1998, le Forum Ivoirien pour la Sécurité Urbaine a été créé par les maires ivoiriens qui établirent un projet de prévention de la violence en créant chacun séparément un comité communal de sécurité, ou CCS. Chaque CCS est multisectoriel et comprend le maire, le conseil municipal, les dirigeants traditionnels, les autorités scolaires, le secteur privé, et des représentants d'organisations religieuses et d'associations de jeunes, de femmes et de personnes âgées. Les CCS se réunissent périodiquement pour discuter des moyens de réduire la violence urbaine, de renforcer les capacités, d'organiser des activités pour les groupes à-risque, et de donner aux intervenants une opportunité de faire part de leurs préoccupations.

Durant la crise électorale de 2010, les CCS ont joué un rôle primordial dans la médiation du conflit à Treichville en identifiant les individus soupçonnés d'inciter à la violence. Ils se sont servis de la théorie de cohésion communautaire instaurée par Mr. Amichia pour calmer les tensions²². C'est ainsi que, alors que la majorité des gens s'attendaient à ce que Treichville soit en proie à des violences meurtrières à la suite des élections présidentielles contestées, la commune est restée calme. Le maire a attribué ce résultat au travail de la ville sur la cohésion sociale et la sécurité communautaire.

Les premiers efforts de l'Afrique du Sud pour traiter la fragilité urbaine par une approche intégrée ont commencé en 1996 avec l'adoption d'une Stratégie nationale pour la prévention de la criminalité. En 1998, le gouvernement Sud-africain a publié un Livre blanc sur la sûreté et la sécurité. Aussitôt, des villes comme Johannesburg ont mis en place des Forums de police de proximité (CPF) pour implanter la stratégie au niveau communautaire. Le but des CPF, que les services de police se sont efforcés d'établir dans chaque commissariat, était de créer un mécanisme pour améliorer la communication, établir un climat de confiance, améliorer les services de la police envers la communauté, et favoriser l'identification communes des problèmes au sein des collectivités. Toutefois, une leçon essentielle des CPF s'est révélée être l'exclusion des paramètres de la fragilité urbaine autres que l'attention portée sur la prévention de la criminalité, ainsi que leur rapport avec les défaillances de la gouvernance.

Dans le cadre des efforts entrepris pour répondre à ces problèmes, les collectivités ont créé des Forums de sécurité communautaire (CSF). La mise en place des CSF avait pour but de « promouvoir le développement d'une communauté où les citoyens vivraient dans un environnement sûr et auraient accès à des services de grande qualité au niveau local, grâce à une collaboration intégrée et polycentrique entre les organes d'État et les diverses collectivités »²³. Dès leur création (et ensuite de façon périodique), les CSF effectuent des audits sur la sûreté au sein des communautés et mettent au point des stratégies de sûreté communautaire. » Ils travaillent ensuite à l'élaboration d'une stratégie et fournissent à la municipalité et à la province un rapport annuel sur leurs progrès. Il n'existe pas de normes pour de telles stratégies car leur élaboration dépend des participants et est fonction des ressources de chaque municipalité. Cependant, les CSF efficaces informent les autorités municipales des moyens d'amélioration de la sûreté urbaine au-delà des services de police communautaires. Les stratégies de sûreté communautaires sont ensuite incorporées dans un programme intégré de développement au niveau municipal (voir Figure 5).

La municipalité du district de Sedibeng, dans la province de Gauteng, a mis sur pied un Forum intersectoriel sur la sûreté et la sécurité 2004. À cette époque, les responsables ont observé que la hausse vertigineuse du taux de criminalité faisait fuir les entreprises, leurs clients et employés, ainsi que les résidents du quartier. Rebaptisée CSF en 2006, le Forum de sécurité communautaire de Sedibeng se réunit régulièrement avec les départements gouvernementaux, les entreprises, les écoles, les

églises, et avec la communauté au sens large en utilisant cette collaboration afin d'échanger des informations, d'identifier les éventuels instigateurs de crimes et d'exploiter au maximum des ressources limitées.

Depuis sa création, le CSF Sedibeng a contribué à établir des unités sociales de prévention de la criminalité au niveau de chaque quartier et a également contribué à l'installation de systèmes de télévision en circuit fermé dans la région. Tout ceci a provoqué une baisse importante des crimes violents dans le centre d'affaires du district de Vereeniging. Cela lui a valu de remporter la première place dans la catégorie des Meilleures prisons au niveau communautaire en 2011²⁴. En bref, la participation communautaire au sein d'une approche intégrée de la sûreté et de la sécurité a contribué à l'amélioration de la sécurité ainsi qu'au développement économique.

DE LA FRAGILITÉ URBAINE À LA SÉCURITÉ URBAINE

Intégration

La sécurité et la réduction de la fragilité urbaine constituent des défis beaucoup plus importants que d'augmenter la présence de la police ou de réprimer la violence. Elles exigent la coordination de tous les services par une planification inclusive et une attention à la gouvernance dans toute la ville. Les gouvernements, donateurs et collectivités doivent considérer la fragilité et l'insécurité comme un ensemble de problèmes de développement capables d'amplifier les risques de conflit à court et moyen termes. Le maintien de l'ordre, la justice pénale et les réformes du secteur de la sécurité devraient donc être considérés comme faisant partie intégrante d'une stratégie de gouvernance de plus grande envergure servant à assurer la sécurité des citoyens tout en encourageant la confiance et la coopération. Inclure la réduction de la fragilité dans la planification et le développement urbain, c'est reconnaître que non seulement la violence, la criminalité, la peur et l'insécurité sont préjudiciables aux collectivités locales, mais également qu'elles constituent un obstacle majeur à la croissance économique et à l'investissement.

Une politique urbaine intégrée renforce la confiance entre les citoyens et les autorités urbaines. Ensemble, les collectivités et les gouvernements conçoivent une planification urbaine flexible face à l'immigration constante et à l'insécurité locale.

FIGURE 5. CADRE INTÉGRÉ POUR LA STABILITÉ URBAINE



Source: Mumba Development Services.²⁵

Avec ce type de gouvernance, une plus grande confiance, manifestée par l'accès aux services de base – notamment l'accès à un système judiciaire équitable – et par le respect du rôle et de l'autorité d'une police légitime, contribue à la sécurité urbaine. Les politiques gouvernementales, stratégies et autres programmes devraient utiliser une approche intégrée dans la formation de collectivités sécurisées dans le but de les mettre en place de façon efficace au niveau local.

Un problème fondamental dans la planification des municipalités en rapide expansion en Afrique est souvent l'absence d'informations élémentaires sur certaines collectivités. Ceci rend très difficile le développement de solutions appropriées et adéquates. Outre les sondages et autres outils affiliés, les villes utilisent de nouvelles technologies pour créer des profils approfondis des causes et facteurs déclenchants de la fragilité et de l'insécurité. Le profil urbain de Treichville, créé par ONU-Habitat, est un exemple instructif de la façon dont une carte détaillée peut être conçue. Il examine les structures de la gouvernance municipale, ses finances, les terres disponibles et modes de disposition foncière, la présence de bidonvilles, les divers aspects de l'environnement et de moyens de gérer les catastrophes naturelles, la situation économique de la ville, l'existence et la qualité des services de base de la ville, le niveau de sécurité et les ressources culturelles de la ville susceptibles d'attirer des visiteurs et d'augmenter les recettes fiscales²⁶.

AIDER LES COLLECTIVITÉS À CARTOGRAPHIER EN UTILISANT DE SIMPLES PLATEFORMES WEB

L'absence de carte (notamment de l'emplacement des logements et des commerces) ainsi que le manque de données rigoureuses de recensement, empêche de nombreuses villes africaines de construire une infrastructure nécessaire (par exemple des routes pavées, des systèmes d'eau potable et d'égouts, des tours de téléphonie mobile) ou de planifier la construction d'écoles, de centre de soins médicaux, commissariats de police et systèmes de transport public dont elles ont grandement besoin²⁷. Les collectivités parmi les plus pauvres et les plus fragiles ne figurent pas souvent sur les cartes. L'ONG Humanitarian Open Street Map Team (Carte humanitaire ouverte ou HOT) travaille donc dans le monde entier en collaboration avec ces collectivités à la création de telles ressources. Une telle collaboration rapproche les citoyens, les gouvernements, les donateurs et permet de mieux déterminer les besoins de ces collectivités et les stratégies nécessaires pour leur venir en aide²⁸.

Au Libéria, par exemple, HOT a travaillé dans plusieurs villes à cartographier des quartiers, notamment à identifier les accès à l'infrastructure tels que les d'eau et les centres de soins médicaux. En Ouganda, HOT a travaillé avec des étudiants et des membres des collectivités pour cartographier les accès aux services financiers, notamment les agents de transfert d'argent mobile. De telles données étaient autrefois rassemblées par des sondages périodiques et coûteux et qui de surcroît négligeaient de nombreux quartiers inaccessibles. Ce programme se sert de Twitter et de la plateforme web Open Street Map qui est d'une utilisation facile. Ceci permet à toute personne de fournir des données et de les utiliser gratuitement. HOT organise des sessions de formation, gratuites pour les collectivités, et leur montre comment utiliser un portable pour participer à la création de telles cartes.

Confiance

L'amélioration de la sécurité commence par une confiance plus grande de la part du public. Ceci est possible en partie grâce à des prestations de services publics et des infrastructures élémentaires, ainsi que la présence et la fiabilité d'un personnel

administratif accessibles aux citoyens au quotidien. Il est également nécessaire d'organiser des forums au sein des communautés, afin de discuter des problèmes et de promouvoir des innovations ouvertes. Travailler avec les communautés à identifier les besoins et les risques est tout aussi nécessaire. Lorsque l'aptitude des forces de sécurité s'améliore, en particulier dans les rapports avec les familles défavorisées et à faibles revenus, il en résulte une confiance plus grande.

RESTAURER LA CONFIANCE AVEC DES ACTES ET UN PARTENARIAT AVEC LA COMMUNAUTÉ : LAGOS, NIGÉRIA

Entre 1999 et 2015, deux gouverneurs successifs ont travaillé à inciter tous les secteurs de la société – des autorités gouvernementales à la société civile et au secteur privé – à promouvoir le développement de la ville de Lagos. Le Projet de développement de l'État, conçu par l'État de Lagos en 2013 tentait de faire de la ville « le modèle africain de mégalopole et de centre mondial, économique et financier, sécuritaire, sécurisé, fonctionnel et productif »²⁹. Les gouverneurs ont amélioré la transparence et la responsabilité dans le domaine de la planification urbaine. Ils ont également inclus la société civile dans l'utilisation du territoire et dans la préparation budgétaire. Ils ont aussi travaillé avec le secteur privé afin d'établir un fond fiduciaire de sécurité de l'État qui accorde des fonds pour les améliorations de la sûreté, telles que l'éclairage, les véhicules de police et la sûreté scolaire³⁰. Les initiatives ont également cherché à engager plutôt qu'à criminaliser les jeunes de la rue par le biais de programmes qui amènent ces jeunes à jouer un rôle dans le service public. Bien que difficile à réaliser, ceci a engendré une plus grande confiance de la part du public, un engagement plus important des citoyens et l'amélioration des services³¹.

Maintien de l'ordre et justice

Le maintien de l'ordre doit être amélioré dans le cadre d'une stratégie plus large de sûreté. Ceci implique diverses formes du maintien de l'ordre au niveau de la communauté, des approches multi-institutionnelles, une supervision plus solide par le biais d'organismes statutaires, ainsi qu'une participation plus importante de la communauté³². Une amélioration du maintien de l'ordre doit être également axée sur la

composition et les capacités des forces de l'ordre, notamment le recrutement des agents de police (dont un nombre plus important de femmes) et sur une diversité politique, ethnique et religieuse³³. Les forces de police doivent recevoir une formation régulière et avoir un engagement continu avec les dirigeants des communautés et des associations de jeunes afin de développer la confiance et la communication. Les policiers ont aussi besoin de ressources suffisantes pour la communication et la mobilité. Ces agents doivent aussi recevoir une rémunération adéquate. La police, tout autant que les citoyens, doit pouvoir dénoncer de façon anonyme la corruption et les demandes de pots-de-vin puisque cela permettra d'instaurer une plus grande confiance.

ÉLABORATION PARTICIPATIVE DU BUDGET À YAOUNDÉ, AU CAMEROUN

En 2006, Yaoundé, la plus grande ville du Cameroun, a décidé de tester une nouvelle approche destinée à impliquer davantage les citoyens dans le processus des décisions municipales. Cette approche utilise des assemblées communautaires dans l'élaboration participative du budget, permettant ainsi aux citoyens d'exprimer les priorités spécifiques à leur quartier. À leur tour, les autorités de la ville font part aux habitants des compromis budgétaires liés à toute décision. Le processus propose une collaboration transparente et favorise les pauvres. Depuis, deux des arrondissements de Yaoundé, II et VI, ont continué cette pratique.

À Yaoundé II, les assemblées ont couramment vu la participation de 350 habitants en 2009 pendant la première phase. En 2010, le nombre des participants était cinq fois plus grand (1,700). En 2011, en moyenne, 11 330 habitants ont participé aux assemblées. L'accroissement de la participation peut être attribué en partie au fait que les autorités ont envoyé des textos [sms] à presque 50 000 habitants de Yaoundé II et VI, les encourageant à participer. En outre, des ONG ont également commencé à assister aux assemblées. En effet, le nombre d'ONG y participant a augmenté de 17 en 2009 à 65 en 2011. Ces processus de participation demeurent dynamiques. Yaoundé II et VI ont vu des résultats réels de l'assainissement de ces quartiers, devenus plus sûrs et plus habitables pour les habitants³⁴.

L'amélioration de la stabilité urbaine demande également qu'une réforme du système judiciaire durable soit reconnue par des incitations. Une telle approche rassemblerait de façon régulière les divers secteurs gouvernementaux afin de « cimenter » une approche intégrée de la sécurité. Améliorer l'accès au système judiciaire ainsi que la gestion d'ensemble des tribunaux doit être accompli en priorité. Une considération toute particulière est de rigueur pour faire face aux problèmes des espaces urbains non planifiés, à savoir les régimes fonciers et le droit à la propriété, ainsi que pour assurer l'efficacité des agences administratives chargées d'enregistrer les naissances et les décès et de distribuer les cartes d'identité et les documents nécessaires pour obtenir l'accès aux services de soins médicaux et aux écoles.

JEUNESSE

Les approches axées sur la jeunesse présentent des défis car elles demandent souvent un travail en dehors des écoles et des autres institutions officielles. Elles sont néanmoins nécessaires pour encourager l'engagement des jeunes dans le domaine de la sécurité. C'est lorsque les gouvernements considèrent les jeunes comme des alliés et non plus comme des cibles de la police qu'ils peuvent collaborer avec les organisations de jeunesse pour s'en rapprocher. Les organisations communautaires et les agences gouvernementales doivent approcher les jeunes par le biais de leurs centres d'intérêt, par exemple la santé, le sport, l'engagement civique, la formation professionnelle et l'éducation, l'engagement dans la communauté, les beaux-arts et la culture. Une approche dite de « seconde chance » est vitale, par exemple par le biais de maisons de jeunes et de programmes « après l'école ». Les programmes doivent également avoir pour but d'intéresser des groupes plus jeunes par le biais d'activités ludiques (par opposition à cibler un groupe d'âge plus avancé à des fins de formation)³⁵.

Les programmes doivent aider les jeunes à établir des contacts avec les gouvernements par des réunions avec les responsables locaux où sont soulevés et traités les problèmes concernant la jeunesse et leur participation. De tels programmes peuvent également faciliter la résolution des problèmes dus à l'explosion démographique des jeunes grâce à l'emploi, l'engagement civique et les réformes de la justice des mineurs.

Dans certains pays (Ghana, Libéria, Sénégal, par exemple), le programme « Passeport pour le succès » aide les jeunes citoyens à continuer leurs études pour obtenir les compétences nécessaires à la vie quotidienne et à l'emploi. Les programmes ont été

spécifiquement conçus pour une jeunesse vulnérable en cours de scolarisation mais en danger de décrocher, ainsi que pour ceux qui ont terminé leur scolarité, sont au chômage ou vivent dans un environnement dangereux. Les activités du programme sont axées sur une formation pour la préparation au milieu du travail. Elles incluent : l'entretien d'embauche, le respect de l'autorité, la gestion du temps, ainsi que des conseils visant à faire d'eux des employés loyaux. Les participants sont aidés à mettre sur pied un projet de carrière. Le programme est une réussite en ce qui concerne la rétention scolaire (le Maroc a vu une baisse de 44 pourcent dans le taux de décrochage scolaire des jeunes participants au programme) et les opportunités d'emploi³⁶.

FAIRE FACE À LA VIOLENCE JUVÉNILE À DAKAR ET PROMOUVOIR LES DROITS DES JEUNES À LUSAKA

Au Sénégal, l'Institut Africain de Gestion Urbaine a lancé un projet en 2017 pour mieux comprendre et pour trouver des moyens efficaces de faire face à la violence à Dakar. Le projet a pour but de :

- Diagnostiquer les facteurs déclenchants de l'exclusion de la jeunesse et de la violence qui en résulte
- Aider les jeunes (garçons et filles) à développer des stratégies pour faire face à de telles exclusions et l'insécurité
- Faciliter le développement de plateformes et de solutions innovatrices, conçues par des jeunes à l'aide de technologies pour aider la jeunesse à sécuriser l'espace dans lequel elle vit³⁷

En Zambie, le Projet mondial pour la justice a appuyé un effort de Street Law Zambia (Loi de la rue-Zambie) pour informer 400 élèves (âgés de 11 à 14 ans) dans quatre écoles des bidonvilles de Lusaka de leurs droits face à la brutalité de la police et de la violence basée sur le genre. Grâce à de tels programmes, les jeunes sont dotés de stratégies et de ressources qui leur permettent d'avoir accès à la sécurité et de jouer un rôle dans leur communauté.

CONCLUSION

Une approche intégrée et spécifique au contexte, qui crée des forums où participent le gouvernement local, la police, les institutions juridiques, et les jeunes et leur permet de partager leurs perspectives et de coordonner leurs efforts peut également faciliter des approches pilotes alternatives susceptibles de réduire la fragilité et d'accroître la sécurité dans les villes d'Afrique. Travailler avec ces communautés et ces intervenants peut renforcer l'efficacité des agences gouvernementales et contribuer à faire basculer la fragilité urbaine vers la stabilité urbaine.

NOTES

- ¹ Ogechi Ekeanyanwu, « Nigeria's relentless real estate developers destroy entire slum », TRT World, 2 août 2017.
- ² Moritz Schuberth, « Hybrid security governance, post-election violence and the legitimacy of community-based armed groups in urban Kenya », *Journal of Eastern African Studies* 12, no. 2 (2018), 388.
- ³ Clionadh Raleigh, « Urban Violence Patterns Across African States », *International Studies Review* 17, no. 1 (2015), 90-106.
- ⁴ Ghassan Baliki, « Crime and Victimization », Background Note for the World Development Report 2014: Risk and Opportunity (Washington, DC: 2014).
- ⁵ Pauline M. Wambua, « Call the Police? Across Africa, Citizens Point to Police and Government Performance Issues on Crime », *Afrobarometer Dispatch* No. 57 (Afrobarometer, 2015).
- ⁶ South African Cities Network, « The State of Urban Safety in South Africa Report 2017 » (Johannesburg: SACN, 2017), 42.
- ⁷ South African Cities Network, 42.
- ⁸ Ussiasco Uscategui et Paula Andrea, « Urban Fragility and Violence in Africa: A Cross-Country Analysis » (Washington, DC: 2015), 6.
- ⁹ World Bank, « 'Invisible Wounds': A Practitioners' Dialogue on Improving Development Outcomes through Psychosocial Support », Rapport d'atelier (Washington, DC: 2014), 10.
- ¹⁰ Stephen Commins, « Fragilité urbaine et sécurité en Afrique », *Bulletin de la sécurité africaine* No. 12 (Washington, DC : Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2011).
- ¹¹ Oluwakemi Okenyodo, « Gouvernance, responsabilité et sécurité au Nigéria », *Bulletin de la sécurité africaine* No. 31 (Washington, DC : Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2016).
- ¹² Wambua, « Call the Police? », 7.
- ¹³ Carolyn Logan, « Ambitious SDG goal confronts challenging realities: Access to justice is still elusive for many Africans », *Afrobarometer Policy Paper* No. 39 (Afrobarometer, 2017), 18.
- ¹⁴ Ibid., 5, 20.
- ¹⁵ Ussiasco Uscategui et Andrea, 22.
- ¹⁶ Ibid., 2, citant Robert Muggah, « Researching the Urban Dilemma: Urbanization, Poverty and Violence » (Ottawa: International Development Research Centre, mai 2012), 49.
- ¹⁷ « Microjustice Kenya: The Microjustice Toolkit for Women and Children in Nairobi Slums », site internet de World Justice Project, disponible à <<http://worldjusticeproject.org/our-work/programs/microjustice-kenya-microjustice-toolkit-women-and-children-nairobi-slums>>.
- ¹⁸ « Key Performance Indicators: Microjustice4All Country Programs per 31 October 2017 », site internet de Microjustice4All, disponible à <<http://microjustice4all.org/mj4all/index.php/mj4all-network/output-impact/outputs>>.
- ¹⁹ Institute for Economics & Peace, « Peace and Corruption 2015: Lowering Corruption – A Transformative Factor for Peace » (2015).
- ²⁰ Julius Agbor, Olumide Taiwo et Jessica Smith, « Sub-Saharan Africa's Youth Bulge: A Demographic Dividend or Disaster? » dans *Foresight Africa: Top Priorities for the Continent in 2012* (Washington DC: Brookings Institution, 2012), 9.
- ²¹ Schuberth, « Hybrid security governance », 386-404.
- ²² Anja Grob, Alex Papadovassiliakis et Luciana Ribeiro Fadon Vicente, « Case Studies on Urban Safety and Peacebuilding: Lagos, Beirut, Mitrovica, Treichville and Johannesburg », Technical Working Group on the Confluence of Urban Safety and Peacebuilding Practice Paper No. 19 (Genève: Geneva Peacebuilding Platform, 2016), 9-11.
- ²³ « Community Safety Forums Policy », Government of South Africa Civilian Secretariat for Police, 22 mars 2011, 13.
- ²⁴ « Sedibeng Community Safety Strategy 2013-2017 », site internet de SaferSpaces, disponible à https://www.saferpaces.org.za/uploads/files/COMMUNITY_SAFETY_STRATEGY_2013_-_2017.pdf, 32.
- ²⁵ Mumba Development Services, « Capacity Building Process for Portfolio Councillors in Community Safety, Community Service in Cooperation between SALGA-DSL-GIZ-VCP partnership », présentation préparée pour la formation du GIZ Inclusive Violence and Crime Prevention Programme Building Skills for Safety Planning Project, 15-16 novembre 2016, 33, site internet de South African Local Government Association, disponible à <<https://www.salga.org.za/Documents/Knowledge%20Hub/Gazettes/GIZ-DSL-VCP-SALGA.pdf>>.
- ²⁶ UN-Habitat, « Côte d'Ivoire: Profil Urbain de Treichville », *Urban Profiles Series* (Nairobi: UN-Habitat, 2012).
- ²⁷ Steven Livingston, « Systèmes d'information en évolution sur le continent africain: La voie de la sécurité et de la stabilité », *Papier de recherche* No. 5 (Washington DC: Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2013).
- ²⁸ Site internet de Humanitarian Open Street Map Team (HOT) disponible à <<https://www.hotosm.org>>.
- ²⁹ « Lagos State Development 2012-2025 », Lagos State Government's Ministry of Economic Planning and Budget, septembre 2013, 1.
- ³⁰ Grob et al., « Case Studies on Urban Safety and Peacebuilding », 2-5.
- ³¹ Diane de Gramont, « Governing Lagos: Unlocking the Politics of Reform », Carnegie Endowment for International Peace (janvier 2015).
- ³² Sean Tait, Cheryl Frank, Irene Ndung'u, et Timothy Walker, eds., « The SARPCCO Code of Conduct: Taking stock and mapping out future action », Rapport de la conférence de l'ISS à Johannesburg, Afrique du Sud, 16-17 mars 2011 (Pretoria: Institute for Security Studies, 2011). Voir aussi, Simon Robins, « A Place for tradition in an

effective criminal justice system: Customary justice in Sierra Leone, Tanzania and Zambia », Policy Brief No. 17 (Pretoria: Institute for Security Studies, 2009).

- ³³ « Les femmes gravissent les échelons des forces de police », UN Women, 12 avril 2016.
- ³⁴ Edward Paice, « Les amoureux du livre, les maires et les citoyens : Le budget participatif à Yaoundé, Cameroun », Africa Research Institute (mai 2014).
- ³⁵ Matthew French, Sharika Bhattacharya et Christina Olenik, « Youth Engagement in Development: Effective Approaches and Action-Oriented Recommendations for the Field » (Washington DC: USAID, 2014).

³⁶ « Passport to Success: Preparing Young People for the World of Work », brochure, site internet de la International Youth Foundation, disponible à <<https://iyfnet.org/library/passport-success-preparing-young-people-world-work>>.

³⁷ Institut Africain de Gestion Urbaine, « La violence chez les jeunes à Dakar : Contexte, les facteurs et réponses », Rapport final de l'atelier de lancement du projet de recherche, Dakar, Sénégal, 10 mai 2017 (Dakar : Centre de recherche pour le développement urbain, 2017).



CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

Kate Almquist Knopf, Directrice
National Defense University
Fort Lesley J. McNair
Washington, DC 20319-5066
+1 202-685-7300
www.africacenter.org

Bulletins de la sécurité africaine
Joseph Siegle, Ph.D.
Directeur de la recherche
sieglej@ndu.edu
+1 202-685-6808
ISSN 2164-4047

Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique est une institution académique créée par le Département de la Défense des États-Unis en tant que forum objectif pour la recherche, la réalisation de programmes académiques et l'échange des idées. Les bulletins de la sécurité en africaine présentent le résultat de recherches et d'analyses qui ont pour objectif d'approfondir la compréhension dans le domaine de la sécurité en Afrique. Les opinions, conclusions et recommandations qui y sont exprimées directement ou de façon implicites sont celles des auteurs et ne reflètent pas obligatoirement celles du Centre d'études stratégiques de l'Afrique.